



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

**Address by Mr Koïchiro Matsuura, Director-General of UNESCO,
on the occasion of the second ordinary session
of the Conference of Parties to the Convention on the Protection
and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions**

UNESCO, 15 June 2009

Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

I am very pleased to welcome you to this second ordinary session of the Conference of Parties to the 2005 Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions.

This meeting has a very special significance because it will launch the operational phase in the life of the Convention and its International Fund for Cultural Diversity. It is the moment to put into practice the underlying principles set out in article 1. I quote:

“to protect and promote the diversity of cultural expressions; to create the conditions for cultures to flourish and to freely interact in a mutually beneficial manner; [and] to encourage dialogue among cultures with a view to ensuring wider and balanced cultural exchanges in the world in favour of intercultural respect and a culture of peace.”

It is a moment heavy with responsibility and the culmination of tireless work by the Intergovernmental Committee to carry out the mandate entrusted to it by the First Conference of Parties in June 2007.

During its four sessions, both ordinary and extraordinary, the Committee has worked efficiently and with determination to enable this meeting to decide on a set of guidelines essential to the successful implementation of the Convention.

I would like to extend special thanks to the Committee's excellent Chairpersons. Both Ambassador Laurin from Canada, who guided the work of the Committee during the first three sessions, and the present Chairperson, Madam Vera Lacoecilhe from Saint-Lucia, possess the talent necessary to create the fruitful and constructive work climate that has enabled the Committee to fulfil its mandate.

In the course of this week, you will elect 12 new members of the Committee. Let me therefore take a moment to pay heartfelt tribute to the existing 24 members, for their tireless work over the past two years.

Allow me also to extend my appreciation to the representatives of the Parties to the Convention and UNESCO Member States who have joined us today. As I speak, 98 States and the European Community, as a regional economic integration organization, have ratified the Convention. Several others have announced their intention to do so shortly. I trust that this week's Conference of Parties and its outcome will encourage yet more.

The rapid rate of ratification since its adoption in October 2005 has been gratifying. However, while all geographical regions are now covered, others are still under-represented in particular Asia and the Pacific and the Arab States. At its last session, the Committee recognized the need to define a strategy for encouraging ratifications, especially in those regions. I agree with their assessment and would like to make a strong appeal to countries in Asia and the Pacific and the Arab States that have not yet ratified the Convention to take steps to do so.

With the 1972 and 2003 Conventions on World Heritage and Intangible Cultural Heritage, this Convention is one of three mutually reinforcing and complementary legal tools at the foundation of UNESCO's strategy for protecting and promoting cultural diversity. But it is only through universal or quasi universal ratification that the international cooperation the Convention was created to promote can have full effect.

Finally, I should like to welcome the representatives of civil society whose contributions to the work of the Convention's organs, as well as proposals concerning the International Fund for Cultural Diversity have been very useful in drafting the operational guidelines. Thank you.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Votre ordre du jour ambitieux vous amènera à examiner -et, je l'espère, à approuver- le Règlement intérieur du Comité, ainsi que sept projets de directives opérationnelles et d'orientations, élaborés par le Comité intergouvernemental à la demande de la Conférence des Parties en juin 2007.

Les sept projets de directives opérationnelles couvrent notamment trois domaines importants : la promotion et la protection des expressions culturelles (articles 7,8 et 17), le rôle et la participation de la société civile (article 11), et la coopération internationale (articles 13, 14 ,15 et 18).

Par ailleurs, des directives opérationnelles sur la question du traitement préférentiel pour les pays en développement (article 16) vous sont soumises aujourd'hui. Sachez qu'elles ont été le fruit de débats très intenses tout au long des sessions du Comité. Je me réjouis donc de constater que celui-ci a su dépasser les divergences constatées et approuver par acclamation le texte de ces directives.

Enfin, je voudrais évoquer les directives concernant le projet d'orientations sur l'utilisation des ressources du Fonds international pour la diversité culturelle. Outil essentiel de la mise en œuvre de la Convention et d'une coopération internationale renforcée, le Fonds est constitué notamment de contributions volontaires qui ne sont ni liées ni affectées. Vous verrez que le Comité a exprimé une nette préférence pour que le Fonds serve à soutenir les industries culturelles des pays en développement, la coopération pour le développement durable et la réduction de la pauvreté.

Je suis d'ailleurs heureux de vous annoncer que les ressources du Fonds s'élèvent à présent à un million et demi de dollars. Depuis la première session de la Conférence des Parties, l'Albanie, l'Autriche, le Brésil, le Canada, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Inde, le Québec, Sainte-Lucie et la Slovénie ont versé une contribution et l'Andorre, la Finlande et Monaco ont déjà versé leur deuxième contribution.

A ces versements s'ajoutent les trois versements effectués par la Communauté française de Belgique que je remercie tout particulièrement (la Belgique n'ayant pas

encore pu ratifier la Convention), et le premier don réalisé par des personnes privées. Sont de plus annoncées les deuxièmes contributions volontaires de la France et de l'Inde, ainsi que les premières contributions volontaires du Cameroun, de l'Estonie et du Mexique.

Ce cycle de contributions est très encourageant. Je dois cependant également rappeler que, contrairement aux Fonds établis dans le cadre des Conventions de 1972 et de 2003, le Fonds International pour la diversité culturelle est alimenté par des contributions uniquement volontaires.

J'espère qu'en cette période de crise financière, les Parties à la Convention, au même titre que d'autres donateurs potentiels, sauront demeurer convaincus de l'importance de la diversité des expressions culturelles et de la solidarité internationale pour mettre en œuvre de véritables politiques du développement durable.

Dans ce contexte, je ne peux que saluer la réflexion entamée par le Comité sur les stratégies existantes de levée de fonds, qui montre la nécessité d'une plus grande complémentarité entre les stratégies au niveau national et international. Le Comité attend de vous un mandat qui lui permettra de définir des stratégies viables pour renforcer le Fonds et favoriser l'émergence de secteurs culturels dynamiques dans les pays en développement.

Mesdames et Messieurs,

Vos débats de cette session seront cruciaux, car ils portent en eux les germes de la mise en œuvre présente et future de la Convention de 2005.

A cet égard, plusieurs axes prioritaires semblent se dessiner.

Tout d'abord, l'élaboration par le Comité des directives opérationnelles encore nécessaires à certains articles, ainsi que le choix des programmes et projets novateurs qui seront financés par le Fonds.

Ensuite, la préparation de directives opérationnelles pour les deux articles 9 et 19 de la Convention, qui traitent respectivement du partage de l'information et de la transparence ainsi que de l'échange, de l'analyse et de la diffusion de l'information.

C'est sur la base des rapports périodiques qu'un état général de la situation mondiale concernant la diversité des expressions culturelles pourra être établi, ainsi qu'une base de données précieuse des meilleures pratiques en la matière.

Je souhaite également mettre l'accent, dans le prolongement de l'article 10 de la Convention, sur les immenses enjeux liés à l'éducation et à la sensibilisation du grand public en faveur de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles. Cette question requiert aujourd'hui toute votre attention.

A cet égard, je salue très chaleureusement l'initiative de la Commission allemande pour l'UNESCO et de la Fédération internationale des Coalitions pour la diversité culturelle d'organiser à Paris, juste avant la Conférence des Parties, le Forum mondial U40. Ce Forum, de façon très opportune, a ainsi offert à de jeunes spécialistes venus du monde entier l'opportunité de participer à un débat international sur la diversité des expressions culturelles et sur la mise en œuvre de la Convention.

Enfin, je ne saurais terminer sans insister sur la question toujours centrale de la visibilité, dont dépendent à la fois le succès, le financement et la crédibilité de la Convention. Dans cette perspective, vous pourriez peut-être inviter le Comité, qui réfléchit déjà sur les moyens de promouvoir les objectifs de la Convention, à élaborer des directives opérationnelles sur le sujet.

Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

As I said at the outset, the four days ahead mark a turning point in the life of the Convention. The tremendous work undertaken by the Committee over the past two years is now in your hands.

I truly hope that the operational guidelines submitted to this session will be approved and become immediately applicable at national and international level for all States Parties. This will mean that the Convention is operational just three and a half years after its adoption in October 2005: something of a record in the history of UNESCO. Only through experience and practice can the guidelines be tested against reality and evolve to meet the concrete needs pertaining to the protection and promotion of the diversity of cultural expressions.

Before closing, and as this is the last time I will address you as a Conference of Parties before my mandate expires in November, I should like to express my appreciation to my colleague Françoise Rivière, Assistant Director-General for Culture and to the Secretariat of this Convention for their hard work on your behalf over the past two years. In spite of a modest staff complement, they have managed to prepare and successfully follow up seven meetings since June 2007. This represents a very heavy workload and I am most grateful for their dedication.

It now remains for me to wish you every success in your four days of deliberations and to thank you for your attention.